

Des décennies de révolte nationale en Ukraine – Reprise d'un article de 1974.

dimanche 13 avril 2025, par [Workers Fight \(GB\)](#)

Aplutsoc : Nous reproduisons un article paru dans le journal Workers Fight (GB) en 1974. Il a récemment été republié par les héritiers de ce groupe éditeur originel. L'intérêt de ce texte est de donner un aperçu de ce qui était, ou pouvait être, connu dans l'extrême gauche de ces années là (il y a un demi-siècle !) de la situation en Ukraine... et en URSS.

Le titre de l'article mentionne des décennies de révolte nationale. Hélas pour une bonne part de la gauche actuelle, il faudrait évoquer des décennies de refus de penser et de s'informer sérieusement plutôt que de recracher les argumentaires de RT.

Document

Extrait de « Workers Fight » (un précurseur de Solidarity), 6 juillet 1974.

La lutte nationale ukrainienne n'est pas une invention récente ni une invention de substitution. De précédents articles de Solidarity ont traité de l'Holodomor, la famine provoquée par Staline qui a fait des millions de victimes en 1932-1933. La révolte nationale et socialiste ukrainienne a éclaté dans les années 1970.

En 1946, un poème lyrique sur les beautés de la nature fut condamné par la censure littéraire de Staline, le qualifiant de « nationalisme bourgeois » et interdit de publication. Si le poème s'était déroulé en Russie, il aurait sans doute reçu l'approbation et les éloges officiels pour son côté joyeux et positif. Mais le poète était ukrainien.

Cet incident est typique des milliers d'autres que l'on peut relater à l'époque de Staline. Mais si la censure littéraire n'est plus aussi brutale aujourd'hui que dans les années 1940, l'oppression de l'Ukraine est, au contraire, pire.

L'Ukraine est un pays assez vaste – cinq fois plus grand que l'Angleterre et comptant quelque 50 millions d'habitants. Mais pendant seulement 15 ans de son histoire récente, elle a su cultiver son propre héritage national et culturel. Entre la domination de la « prison des nations » tsariste et la bureaucratie stalinienne russe, l'Ukraine a connu une brève période d'épanouissement entre 1917 et 1932. Durant cette période, grâce à la politique bolchevique des nationalités, le nombre de personnes parlant et lisant l'ukrainien a fortement augmenté, tout comme le nombre de livres et de journaux publiés en ukrainien.

Aujourd'hui, cependant, les Ukrainiens risquent de perdre complètement leur langue. Suite aux réformes éducatives de Khrouchtchev de 1958-1959, l'enseignement de l'ukrainien n'est plus obligatoire dans les écoles ukrainiennes. Dans les universités, la majorité des cours et des examens sont dispensés en russe.

Certains de ces faits ont été exposés par Terry Liddle, lors d'une réunion publique de Workers Fight, le dimanche 23 juin 1974. Terry Liddle s'exprimait au nom du Comité de Défense des Dissidents Ukrainiens. Une brochure produite par ce comité (Ukraine : Troubles et Répression , par Andrea Martin) décrit en détail le déni systématique des droits nationaux de

l'Ukraine depuis la proclamation par la bureaucratie russe de la nécessité d'une fusion totale de toutes les républiques nationales en une seule « nation soviétique ».

En pratique, cela signifie simplement la russification délibérée des différentes nationalités au sein de l'URSS. Le camarade Martin commente que cette politique d'assimilation complète des nationalités non russes « est qualifiée d'entrée de l'URSS dans un stade de développement historique bien plus élevé ».

À une échelle aussi vaste que celle de l'Afrique du Sud [politique des bantoustans], des populations russes sont installées en Ukraine, tandis que des Ukrainiens sont pratiquement déportés pour travailler dans diverses régions de Russie. Un Ukrainien rural cherchant un permis pour s'installer dans une zone industrielle se verra accorder un permis pour l'Oural, Voronej, la Sibérie ou l'Extrême-Orient, mais pas pour une ville ukrainienne. Selon le recensement de 1959, plus de cinq millions d'Ukrainiens vivent hors d'Ukraine (mais au sein de l'« Union soviétique »). Les émigrants ont très peu de possibilités de préserver leur identité : hors d'Ukraine, il n'existe pas un seul journal en ukrainien publié, ni une seule institution culturelle ou éducative ukrainienne pour ces cinq millions de personnes.

Les Russes encouragés et aidés à s'installer en Ukraine bénéficient de toutes les facilités et commodités. Nombre d'entre eux débutent leur vie en tant que membres de la caste bureaucratique privilégiée. De plus, ils ont l'avantage de parler la langue privilégiée par les autorités. Ils accèdent ainsi aux meilleurs emplois et professions, tandis que les Ukrainiens défavorisés sont de plus en plus acculés à des postes moins bien rémunérés et moins influents. Ainsi, le processus de russification s'auto-entretient et prend son élan, à mesure que se renforce la distinction de caste entre Russes et Ukrainiens en Ukraine.

Un exemple, celui du personnel travaillant à la construction de la centrale hydroélectrique de Kiev en 1963, illustre ce processus. Les Russes, qui ne représentaient que 20 % de la main-d'œuvre, occupaient tous les postes de direction et de conception technique.

Au cours des quinze dernières années, la russification de l'Ukraine s'est considérablement accélérée. De 1959 à 1970, dans la région ukrainienne de Donetsk-Dnipro, la population autochtone est passée de 56 % à 53 %, tandis que la population russe est passée de 38 % à 41 %. Durant cette période, le désespoir croissant face à la tentative (éventuellement irréversible) de liquidation de la culture et de l'identité ukrainiennes a conduit à la croissance d'une opposition courageuse et généralisée.

Bureaucratie

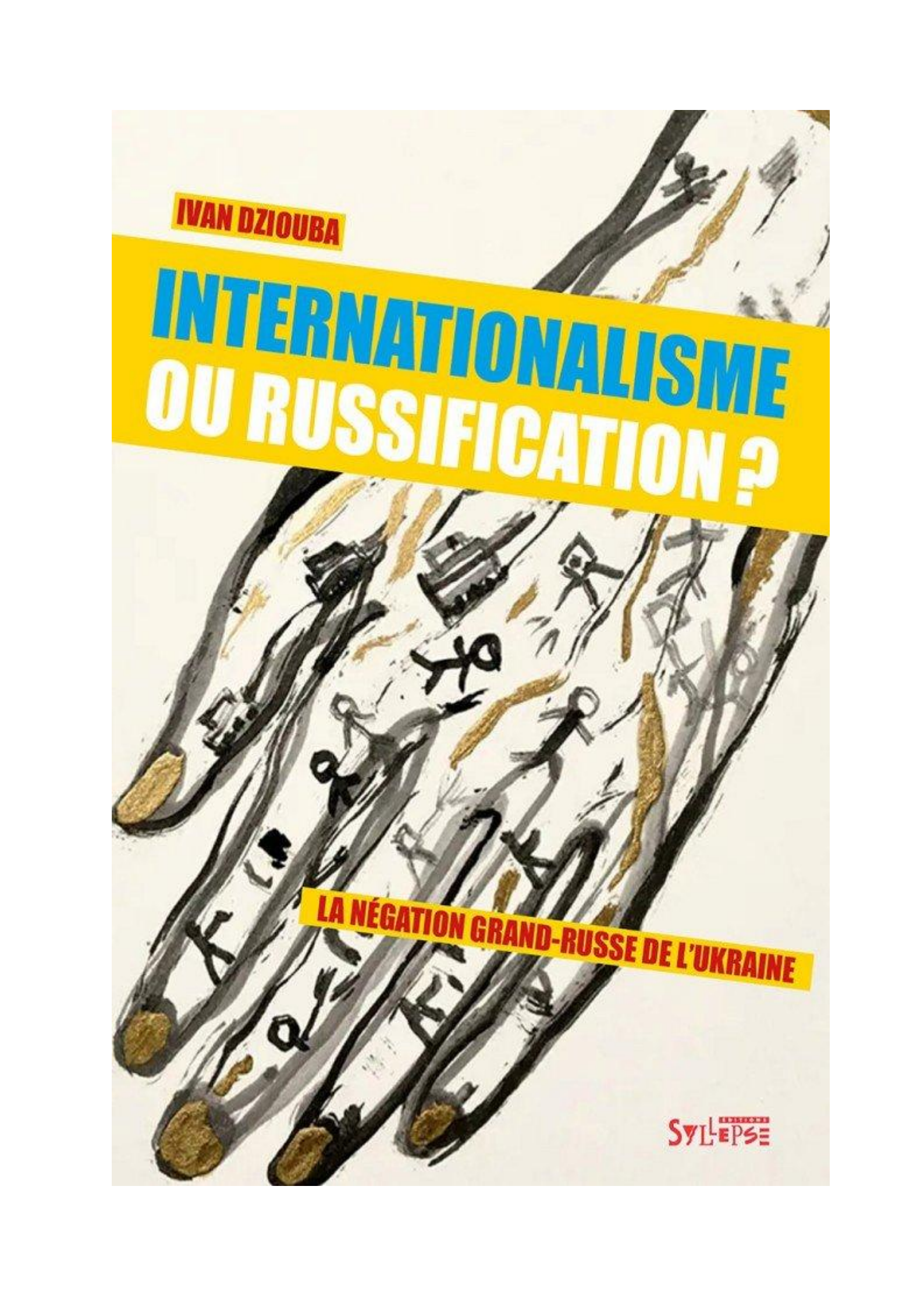
En 1959, un petit groupement fut formé, baptisé Union des ouvriers et paysans ukrainiens. Ce groupe s'attaquait à la planification bureaucratique dans l'industrie et l'agriculture, à l'abolition progressive de la langue ukrainienne, à l'oppression de la paysannerie et à la restriction des droits d'un véritable syndicalisme. À l'instar de nombreux groupes d'opposition, il commença par prendre au sérieux certains aspects de la constitution soviétique et s'efforça de les faire appliquer légalement. L'un d'eux est l'article 17, qui garantit le droit de sécession à tout État membre de l'Union soviétique. Mais lors de son procès, ce groupe fut accusé sans ménagement au motif que l'article 17 n'était pas destiné à une application pratique, mais à « tromper le monde extérieur ».

Très tôt, les objectifs furent redéfinis : Lev Loukianenko, figure centrale de l'Union des ouvriers et des paysans, écrivit qu'il « commençait à penser que ce n'était pas l'indépendance de la RSS d'Ukraine qui était essentielle à l'amélioration de la vie du peuple, mais la liquidation du bureaucratisme. Et il me semblait que le bureaucratisme ne pouvait être liquidé qu'en donnant une plus grande place à la démocratie socialiste. » Loukianenko purge actuellement une peine de quinze ans de prison pour ses opinions (commutée à partir d'une condamnation à mort initiale). Les autres membres de ce groupe ont également été emprisonnés.

En 1965, des arrestations massives d'opposants à la politique de russification furent menées, et les victimes jugées en secret. Plus de 150 ouvriers, étudiants et écrivains signèrent une pétition de protestation. « Les procès politiques organisés ces dernières années deviennent une forme de répression de ceux qui ne se conforment pas à leurs idées... Ils témoignent de l'intensification de la restauration du stalinisme. En Ukraine, où les violations de la démocratie sont amplifiées et aggravées par les distorsions sur la question de la nationalité, les symptômes du stalinisme se manifestent encore plus ouvertement et plus grossièrement. »

En 1970, parallèlement au journal russe samizdat (auto-édité) Chronique des événements courants, les opposants socialistes ukrainiens ont commencé à publier un journal dactylographié appelé Ukrainian Herald, qui rendait compte des prisonniers politiques et de la répression et contenait également de la poésie, des discussions philosophiques et politiques ainsi que des fictions et des essais non officiels.

Viatcheslav Chornovil (dont le récit des procès politiques de 1965-1966 lui avait valu un an et demi de prison) s'est exprimé au nom de nombre de ces opposants lorsqu'il a écrit : « J'affirme catégoriquement... que j'ai toujours fermement adhéré aux principes du socialisme et que je continue de le faire. Mais pas à ce socialisme qui tente de discipliner non seulement les actions, mais aussi les pensées de l'individu. Je ne peux imaginer un véritable socialisme sans libertés démocratiques garanties, sans l'autonomie politique et économique la plus large de toutes les cellules de l'organisme étatique, jusqu'à la plus petite, sans une garantie réelle – et pas seulement théorique – des droits de toutes les nations au sein d'un État multinational. »

An abstract painting of a large hand, rendered in black, grey, and gold tones, with a yellow banner across the middle containing the title and author's name. The hand is depicted with thick, expressive brushstrokes, and the fingers are spread out. The background is a mix of white, grey, and gold, with some black lines suggesting movement or energy.

IVAN DZIOUBA

INTERNATIONALISME OU RUSSIFICATION ?

LA NÉGATION GRAND-RUSSE DE L'UKRAINE

SYLÈPSE

L'ouvrage d'Ivan Dzyuba, Internationalisme ou russification ?, a été récemment publié en français aux éditions Syllepse.

Arrestations

Au cours des quatre premiers mois de 1972, lors d'une série de rafles massives, plus de 200 militants de l'opposition ukrainienne furent arrêtés, dont Chornovil et Ivan Dzyuba, auteur d'un ouvrage important dénonçant le traitement réservé à l'Ukraine (« Internationalisme ou russification ? »). Dzyuba, bien que les médecins lui aient annoncé qu'il ne lui restait qu'un an à vivre en raison d'une tuberculose avancée, fut condamné à cinq ans de prison et à cinq ans d'exil. Un membre de l'Union des écrivains ukrainiens qui s'était proposé de purger lui-même la peine de Dzyuba fut simplement interné dans un hôpital psychiatrique, en compagnie d'autres dissidents ukrainiens. Chornovil purge actuellement une peine de sept ans dans une prison russe à Vladimir.

Mais les conclusions de ce groupe laissent entrevoir la possibilité d'une vague d'opposition bien plus puissante. Ils estiment qu'en raison des implications sociales de l'oppression nationale en Ukraine, la probabilité que la classe ouvrière soit entraînée dans une lutte significative contre la bureaucratie parasitaire est bien plus forte.

Comme l'écrit Ivan Dzyuba dans *Internationalisme ou russification ?* : « Nous constatons que, dans la vie urbaine, la langue ukrainienne s'oppose, en quelque sorte, en tant que langue des couches "inférieures" de la population... à la langue russe, en tant que langue des couches "supérieures", "plus instruites" de la société... Et il est impossible de "balayer" ce clivage social. La barrière de la langue aggrave et exacerbe les divisions sociales. »

Certes, l'ampleur et la véhémence des actions de la classe ouvrière en Ukraine, bien qu'elles prennent généralement la forme d'actions portant sur les salaires et les conditions de travail, indiquent que l'oppression bureaucratique des travailleurs dans toute l'Union soviétique est aggravée et rendue doublement intolérable par une oppression nationale cruelle et calculée. Cela pourrait bien faire de l'Ukraine le maillon faible des chaînes bureaucratiques.

Chronique de la lutte des travailleurs ukrainiens des années 1960-1970

1961 : 20 ouvriers d'usines de Lviv forment le Comité national ukrainien, une organisation clandestine visant à la sécession de l'Ukraine. Tous ses membres sont arrêtés. Deux sont condamnés à mort et fusillés, d'autres emprisonnés.

Mai 1969 : Les ouvriers de la centrale hydroélectrique de Kiev défilent dans les rues de Vychgorod. Ils avaient vécu pendant des années dans des baraquements préfabriqués et des wagons de chemin de fer, jamais réparés. Défiant l'organisation locale du Parti, ils élisent leur propre comité du logement et envoient une délégation à Moscou. Son chef fut arrêté et on n'a plus jamais entendu parler d'eux depuis.

Juin 1972 : 10 000 « émeutiers » envahissent les rues pendant deux jours entiers dans la ville d'ingénierie de Dnieprodzerjinsk. Ils attaquent et détruisent partiellement un bâtiment du KGB et des bureaux du ministère de l'Intérieur, et détruisent des archives du siège du Komsomol (Jeunesses communistes) et de celui du Parti lui-même. Le KGB et les milices ouvrent le feu, tuant une douzaine de personnes et en blessant une centaine.

Septembre 1972 : Un nombre inconnu de travailleurs sont tués et blessés lors de grèves pour l'amélioration du niveau de vie à Dniepropetrovsk, un important centre de l'industrie lourde.

Octobre 1972 : Nouvelles grèves à Dniepropetrovsk et Dnieprodzerjinsk, exigeant une meilleure distribution des vivres, de meilleures conditions de vie et le droit de choisir librement son emploi sans être bureaucratiquement assigné. De nouveau, des ouvriers sont tués et de nombreuses arrestations ont lieu. Ces actions se déroulèrent à la même période que la dernière grande vague d'arrestations et de procès d'opposants nationalistes ukrainiens.

Mai 1973 : Grève de 30 000 ouvriers de l'automobile à Kyiv contre les baisses de salaires.

Août 1973 : rumeur d'une grève majeure dans « un port de la mer Noire », la moitié des travailleurs du port étant licenciés, le reste faisant grève par solidarité.

P.-S.